

Confidentiel.

I.G.20.44.

Londres, le 1er août 1944.

8.8.44

P-5

Monsieur le Conseiller Fédéral,

J'ai hâte de répondre par le prochain courrier à votre obligeante lettre du 14 juillet dernier, reçue le 26 juillet, au sujet des difficultés de transport auxquelles notre pays se heurte maintenant pour son ravitaillement à travers la France. J'ai également reçu la lettre de la Division des Affaires Etrangères du 20 juillet annexant copie d'un rapport de mon collègue de Vichy, du 13 juillet, sur le même sujet.

Il s'agit sans aucun doute d'un problème dont l'acuité est évidente. D'autre part, je partage, est-il besoin de le dire, entièrement votre point de vue qu'une démarche directe de la Légation auprès du Général König, tendant à ce que des instructions soient données au "maquis" en vue de ménager nos lignes de communications, serait immédiatement considérée comme une intervention politique qu'il y a lieu d'éviter en ce moment. On ne saurait en effet oublier que

Monsieur le Conseiller Fédéral M. Pilet-Golaz,  
 Chef du Département Politique Fédéral,  
 Berne.



- 2 -

l'action du "maquis" est considérée ici - chaque jour davantage - comme formant partie intégrante des opérations militaires en cours sur les fronts occidentaux. Or, tout ce qui apparaît trop clairement comme une ingérence dans ces opérations risque de provoquer des réactions imprévues. Il faut donc agir avec beaucoup de circonspection. Le sujet est un de ceux qu'il faut essayer de régler dans des conversations non recherchées à l'avance, ce qui n'empêche naturellement aucunement que nous soulignons l'importance de la question pour notre pays. Malheureusement, l'Ambassadeur Pierre Viénot, Chef de la délégation à Londres du Comité d'Alger, que je connaissais de Paris, est décédé le lendemain de mon arrivée ici. Je verrai cependant prochainement chez moi son Conseiller d'Ambassade, actuellement considéré comme Chargé d'Affaires d'Alger, M. Jacques Paris (gendre de Paul Claudel) que je connais fort bien. Rien n'empêchera alors de faire état des soucis que nous cause la situation actuelle. D'autre part, il est possible que ces prochains jours M. Girardet voie la possibilité de parler dans le même sens à une personnalité influente du Commandement Français.

Enfin, j'ai suggéré au Colonel Charles de Watteville, qui vient d'arriver à Londres pour assumer les fonctions de Chef de la Délégation du Comité International de la Croix-Rouge, de voir si une tentative peut être entreprise

- 3 -

aussitôt que possible en vue de débloquent les centaines de wagons qui devraient apporter au dépôts en Suisse du Comité International des paquets de secours pour les prisonniers alliés en Allemagne. Pour la Croix-Rouge, il s'agit là d'une démarche toute naturelle. Or, malgré la séparation de principe à laquelle nous devons tenir entre les problèmes touchant notre pays et ceux dont se préoccupe le Comité International, il est évident, en l'espèce, que le passage éventuel des wagons destinés aux dépôts du CICR pourrait faciliter pratiquement l'arrivage successif des marchandises destinées à notre pays.

Je pense que cette manière de procéder correspond aux instructions dont vous avez bien voulu me faire part.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller Fédéral, l'assurance de ma haute considération.

*Paul Ruegg*